

Et si nous donnions plus de temps aux sanctions? C'est une question que le Gouvernement a sérieusement envisagée. Si le consensus international était maintenu pendant six mois ou un an, il ne fait pas de doute que l'économie iraquienne pourrait bien être sérieusement affaiblie. Mais ce n'est pas la fin de l'argument. Rien ne garantit que la faiblesse de son économie amènerait l'Iraq à sortir du Koweït. Les paroles et les actions de Saddam Hussein nous portent à croire que des milliers d'Iraqiens - hommes, femmes et enfants - et des milliers de Koweïtiens - que nous tentons de libérer - seraient condamnés à la famine avant que Saddam ne permette que son armée soit privée de quoi que ce soit. Sous ce régime de terreur, nous ne pouvons compter sur le mécontentement populaire pour dissuader un dictateur. Si l'échéance était reportée, le pillage du Koweït se poursuivrait, et nous pourrions nous retrouver à tenter de libérer une société qui a cessé d'exister.

Monsieur le Président, d'aucuns estiment qu'il s'agit ici d'un choix entre un présent pacifique - le statu quo - et une terrible guerre. C'est là une illusion dangereuse et trompeuse. Il n'y a pas de statu quo pacifique. La région du Golfe aujourd'hui - la totalité du Moyen-Orient - est une bombe à retardement, une véritable poudrière en proie à l'extrémisme et à la terreur. L'assassinat à Tunis hier d'Abu Iyad et d'Abu Al-Hol en est un exemple, tout comme l'effroyable violence des événements survenus à la mosquée de Jérusalem-Est en octobre, les explosions qui ont entraîné la mort de pèlerins à La Mecque en 1987 et en 1989, les émeutes qui ont secoué la Jordanie au milieu de l'année 1989 et la guerre civile au Liban. Nous avons là tous les ingrédients nécessaires à un carnage et à un chaos terrifiants. Cette tension est encore infiniment plus vive du fait de l'agression iraquienne. Tant et aussi longtemps que l'Iraq continuera d'occuper le Koweït, le compte à rebours se poursuivra et le monde jouera à la roulette russe avec son avenir.

Et à l'extérieur de la région, la dévastation et les privations continueraient et même s'intensifieraient si le monde tardait encore. Je ne parle pas ici de pays développés comme le Canada. Non, je pense plutôt aux pays en développement dont l'existence même en tant que sociétés fonctionnelles est menacée. Le terrible fardeau de la pauvreté devient de plus en plus insupportable. Les gouvernements en Afrique sont acculés à la faillite et risquent de se désintégrer. Les taux d'inflation doublent et triplent, les déficits gonflent et il est impossible de répondre aux besoins fondamentaux des populations. Des gouvernements africains ont même demandé au Canada s'ils pouvaient utiliser les crédits destinés à l'éducation pour acheter des produits de base! Leur développement de sociétés civilisées est compromis. Et en Europe de l'Est, l'escalade spectaculaire des cours pétroliers explique à elle seule pourquoi